



SciencesPo.

CERI
CNRS

CONFLIT INTERETHNIQUE AU KIRGHIZSTAN EN JUIN 2010 : IMPLICATIONS LOCALES ET REGIONALES

Bayram BALCI

Directeur de l'IFEAC

Introduction : Choyée par les ONG et organisations internationales qui la percevaient comme un îlot de démocratie dans une Asie centrale dominée par des régimes autoritaires, la jeune république kirghize a été, dans sa partie méridionale de Osh et Jalalabad, le théâtre de violents pogroms anti-Ouzbeks qui, entre le 10 et le 14 juin, ont coûté la vie à plus de deux mille personnes, ont anéanti des quartiers résidentiels et commerciaux, et mis sur les chemins de l'exil près de cent mille réfugiés. Cette tragédie intervient dans un contexte d'instabilité politique qui secoue le pays depuis que, le 7 avril dernier, une insurrection populaire a pris d'assaut le siège du pouvoir central et chassé l'ancien président Kurmanbek Bakiev. Elle est d'autant plus difficile à qualifier que s'entremêlent, dans son déclenchement, des facteurs ethniques, identitaires, mais aussi économiques et mafieux. Une analyse des principaux faits marquants qui ont précédé ces tueries nous permettra d'en proposer un premier décryptage, à confronter, d'ici quelques mois, à d'autres éléments d'explication qui auront émergé entre temps. À condition qu'une enquête indépendante soit menée, les tenants et aboutissants de ces événements nous seront révélés, au-delà de la version officielle des autorités actuelles kirghizes.

Une crise politique liée à la chute du régime...

Dirigé dès 1991 par Askar Akaev, considéré comme le plus modéré des leaders politiques d'Asie centrale, le Kirghizstan connaît, en 2005, une révolution pacifique, dite « des tulipes » et passe alors sous le contrôle de Kurmanbek Bakiev. Ce dernier, contrairement à son prédécesseur, est originaire du sud, ce qui a son importance dans un pays où le clivage régional occupe une place centrale dans le jeu politique. Plus qu'Akaev encore, il assoit son pouvoir sur le népotisme, la corruption et le clientélisme, en s'assurant du soutien des élites du sud. Cinq ans après son arrivée au pouvoir, le 7 avril 2010, il est déchu par une nouvelle révolution, plus populaire et moins structurée, alimentée par les mécontentements dus aux difficultés économiques croissantes. Bakiev est obligé de céder la place à un gouvernement provisoire conduit par Roza Otunbaeva, une diplomate expérimentée qui a servi notamment à Washington et à Londres. Contrairement à Askar Akaev qui, dès sa destitution, s'était exilé en Russie sans opposer la moindre résistance, évitant ainsi toute effusion de sang, Bakiev n'a pas hésité à faire usage de la violence contre la foule, tuant 87 manifestants. Il se réfugia ensuite dans son fief de Jalalabad où, pendant une semaine, il s'est opposé au gouvernement provisoire, souffrant déjà d'un manque de légitimité étant donné les circonstances de sa nomination. La médiation salvatrice du Kazakhstan et de la Turquie a permis l'évacuation définitive de Bakiev vers le Belarus. Toutefois, son exil n'a pas empêché le pays de sombrer dans l'instabilité et le chaos.

Le 30 avril, à Osh, des échauffourées opposent partisans et adversaires du président Bakiev, qui visiblement avait des hommes sur place pour orchestrer les troubles. Le 13 mai, nouvelle escalade de violence, quand une foule de militants pro-Bakiev, Kirghizs ethniques en majorité, s'empare de quelques bâtiments officiels à Osh et Jalalabad. Les émeutiers sont rapidement délogés par les services d'ordre, appuyés par les forces privées d'un puissant homme d'affaire local ouzbek, Kadirjan Batirov. Or, ce dernier ne semble pouvoir (ou vouloir) contrôler ses hommes qui, dans la foulée, incendient volontairement semble-t-il, la maison familiale de Bakiev située à quelques kilomètres de Jalalabad. Les cartes se brouillent et s'installe dès lors chez les Kirghizes, le sentiment que le nouveau pouvoir en place à Bichkek, puisqu'il vient d'être soutenu par les Ouzbeks dans son opération de maintien de l'ordre, est pro-Ouzbek. Cette rumeur ne fait qu'alimenter le ressentiment contre les Ouzbeks, déjà stigmatisés par les Kirghizes comme étant les riches, les puissants et les autonomistes voire sécessionnistes de la région. Une semaine plus tard, le 19 mai, une nouvelle escalade de violence culmine dans l'incendie, par des jeunes Kirghizes, de l'université privée ouzbèke, fondée et financée par Kadirjan Batirov, tandis qu'en parallèle à ces exactions, des commerces proches des lieux d'affrontement sont pillés et dévastés.

.... Qui réveille des tensions ethniques refoulées et provoque des pogroms anti-Ouzbeks :

Aucune des exactions de ces semaines n'a été jugée, condamnée et punie par le pouvoir intérimaire. Non seulement cette impunité a révélé la faiblesse de l'État, incapable de réagir et de rétablir l'ordre, mais elle encourage, davantage encore, la délinquance et la criminalité puisque chacun peut saccager, piller, se servir dans les magasins, sans être inquiété.

Au fur et à mesure que le pays, notamment le sud, s'installait dans l'instabilité, la ligne de fracture entre partisans et opposants de Bakiev changeait de nature pour se cristalliser sur l'appartenance ethnique, kirghize ou ouzbèke. Les stéréotypes des uns sur les autres se sont réveillés ; le sentiment ethnique et identitaire s'est exacerbé. Dans la nuit du 10 juin, plusieurs quartiers ouzbeks, mais aussi de nombreux commerces appartenant à des Ouzbeks, ont été la cible d'atroces attaques menées par des Kirghizes. Des snipers postés sur la colline qui surplombe la ville, des assaillants dans des véhicules blindés « volés » à l'armée, des hommes cagoulés ont pillé les maisons ouzbèkes et tué leurs occupants.

Sans même attendre une enquête internationale indépendante demandée par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, le gouvernement provisoire a attribué la responsabilité de ces actions aux forces de déstabilisation du président Bakiev et aux actions de provocation des leaders politiques Ouzbeks, avec la participation des islamistes d'al Qaida et des Talibans, dont certains membres auraient rencontré des émissaires de Bakiev à Dubaï. Ce scénario, trop rocambolesque pour ne pas être fabriqué de toutes pièces, avec quelques demi-vérités certainement fondées (comme l'action provocatrice des partisans de l'ancien Président) cherche, avant tout, à rejeter la responsabilité sur des forces extérieures. L'idée est de préserver une fragile unité nationale, nécessaire et préalable à tout rétablissement de l'ordre.

En s'écroulant, le régime népotique et clientéliste de Bakiev a certainement signifié, pour ses élites et relais provinciaux, la perte des postes influents et donc des avantages économiques liés et ainsi motivé leur participation aux exactions. Par ailleurs, afin de préparer un éventuel retour de l'ancien président, mais plus probablement par vengeance, les hommes du clan Bakiev ont certainement incité ou fomenté les actions punitives contre les Ouzbeks, afin de déstabiliser le pouvoir et d'empêcher la tenue du référendum du 27 juin qui doit apporter une certaine légitimité au gouvernement provisoire.

Le facteur ethnique, sans toutefois être moteur des hostilités, ne doit pas être écarté et sous-estimé. En effet, l'analyse montre que ce sont des citoyens ordinaires qui ont commis, parfois avec sadisme, ces actes de violence gratuite d'une rare barbarie. Il est permis de se demander si ces pogroms ne sont pas, chez les Kirghizes, le déchaînement de sentiments anti-Ouzbeks refoulés, réveillés par de vagues rumeurs de massacre et viols de jeunes filles kirghizes par des Ouzbeks, mais aussi par la propagande anti-ouzbèke des forces de Bakiev. C'est sur la base de la solidarité ethnique que des dizaines voire des centaines de Kirghizes d'autres régions du pays se sont mobilisées, suite à ces fausses rumeurs, pour venir en découdre face à un ennemi soi-disant clairement identifié.

Cette tragédie atteste également que, dans ce pays multiethnique d'Asie centrale, la question des nationalités, qui a été fatale à l'Union soviétique, est loin d'être réglée et constitue une bombe à retardement au Kirghizstan, comme dans de nombreuses autres régions de l'ancien espace soviétique. Engagé dès son indépendance dans des réformes politiques, le pays a complètement échoué, sur la question nationale, à forger une nouvelle identité commune aux Kirghizes, peuple titulaire, et aux autres ethnies minoritaires, Ouzbeks en tête. Certes, sous la présidence d'Askar Akaev (1991-2005), le slogan « Kirghizstan notre maison commune », a permis une pacification des relations interethniques sans toutefois réussir à créer une nation *kirghizistanaise* où l'on reconnaît, à la fois, la nouvelle identité de l'État et celle d'une société pluriethnique. Kurmanbek Bakiev, malgré ses accents nationalistes, ne peut être tenu pour seul responsable de cet échec. En effet, les manuels scolaires, édités avant sa présidence, insistent depuis toujours sur la prééminence des Kirghizes au Kirghizstan et sur l'altérité des minorités ethniques, au premier rang desquelles les Ouzbeks sont niés dans leur histoire et dans leur ancienneté dans le pays.

La cristallisation de la violence infligée sur la seule appartenance ethnique est cependant une lecture incomplète, voire erronée de ces pogroms anti-Ouzbeks. Dans un contexte de crise politique et institutionnelle grave et de quête identitaire, comme c'est le cas actuellement, les différends ethniques ne sont que des facteurs de mobilisation facilement manipulables et instrumentalisés vers d'autres intérêts, essentiellement privés, inavouables et ce par des hommes et des réseaux marginalisés par le changement de pouvoir politique du 7 avril dernier.

Les implications régionales de cette tragédie :

Face à cette faillite de l'État qui n'a pu empêcher les événements tragiques d'Osh, trois puissances régionales majeures ont été contraintes de se positionner dans l'urgence, tout en respectant leur alignement diplomatique traditionnel.

La Russie, malgré l'appel solennel de la Présidente par intérim Roza Otunbaeva en faveur d'une intervention militaire à Osh pour mettre fin aux affrontements interethniques, n'a pas envoyé de troupes mais de l'aide humanitaire et s'est contentée d'un soutien politique au gouvernement provisoire. La frilosité avec laquelle la Russie a agi durant cette crise s'explique aisément. En termes militaires, la base russe de Kant à la sortie de Bichkek ne disposait sans doute pas d'assez d'hommes pour réagir rapidement et efficacement à une opération de maintien de la paix. Par ailleurs, faire intervenir une force régionale, dans le cadre de l'organisation du Traité de sécurité collective (dont sont membres la plupart des pays de la CEI), composée de soldats kazakhs, ouzbeks, ou tadjiks à Osh, eut été impensable à cause du caractère ethnique affiché du conflit. Mais la réserve russe est en fait purement politique. En effet, en avril la chute de Bakiev est en grande partie attribuée à la Russie, dont l'image est alors très forte et populaire au Kirghizstan, car elle génère beaucoup d'espoirs, mais au fur et à mesure que le pays s'est enfoncé dans le chaos et l'instabilité, cette image s'est craquelée. Soucieuse de maintenir le statu quo et ses intérêts dans son « étranger proche », sûrement a-t-elle jugé qu'une intervention militaire aurait associé, davantage encore, la Russie à l'instabilité et au désordre.

Les États-Unis, inquiétés par les potentielles répercussions néfastes de ces troubles sur l'avenir de la base militaire de l'OTAN, installée dans la périphérie de Bichkek, ne se sont pas montrés plus empressés d'intervenir pour mettre fin aux troubles à Osh et Jalalabad, mais il est vrai que le gouvernement provisoire ne le leur a pas demandé. Déjà compromis avec le régime déchu de Bakiev, les États-Unis n'avaient aucun intérêt à intervenir davantage dans ce conflit politique interne complexe, craignant d'être perçus comme la puissance voulant restaurer l'ancien régime honni d'un Président corrompu.

Quant à l'Ouzbékistan, il a su contenir les conséquences de cette tragédie sur sa politique régionale. Bien que très préoccupé et directement touché par cette crise, notamment par l'afflux d'une centaine de milliers de réfugiés sur son territoire, il est resté fidèle à son credo souverainiste déclarant, dès le lendemain de la crise et d'une manière laconique, que tous ces événements relevaient des seules affaires intérieures du Kirghizstan, s'abstenant de tout

discours de sympathie ou de solidarité envers la minorité ouzbèke, comme il s'est toujours interdit d'instrumentaliser ces communautés ouzbèkes éparpillées hors des frontières à des fins de politique extérieure. Parallèlement à cette attitude de non ingérence, l'Ouzbékistan a ouvert ses frontières aux réfugiés au moment fort des événements, avant de les refermer pour ne plus laisser passer que les plus en détresse, femmes et enfants. Une ingérence politique et surtout militaire de l'Ouzbékistan n'aurait fait qu'aggraver la situation dans cette région du sud du Kirghizstan où les Ouzbeks, sont injustement perçus comme des suppôts du régime ouzbek.

Conclusion :

Vraisemblablement encouragés, pour ne pas dire initiés, par les forces déstabilisatrices et revanchardes du Président déchu Bakiev – encore que cela reste à prouver, le gouvernement provisoire ayant tôt fait de reporter tous les maux sur l'ancien régime – et facilités par un contexte politique extrêmement chaotique, les pogroms anti-Ouzbeks qui ont eu lieu dans le sud du Kirghizstan nous rappellent que le problème ethnique demeure entier, ici comme un peu partout dans l'ensemble des républiques, forgées par les ingénieurs staliniens des nationalités durant les années 1920 et 1930. De nombreux conflits similaires potentiels peuvent se produire dans l'ex-URSS, à l'instar de l'Ouzbékistan où, en 1989, Ouzbeks et Meshkètes s'étaient mortellement affrontés.

Cette tragédie atteste également l'inadéquation du modèle occidental de l'État nation fondé sur la primauté de l'ethnie majoritaire, dans un pays multiethnique et multiconfessionnel. Formule de gouvernement privilégiée par tous les États depuis 1991 avec la bénédiction de la communauté internationale qui en a assuré le financement, cette conception des rapports entre l'État et ses citoyens risque de produire les mêmes catastrophes dans les autres pays où elle est en usage, tous les États d'Asie centrale qui en sont pour l'instant à l'abri grâce à une économie plus prospère et/ou à un ordre politique plus autoritaire.

Déjà fragiles et marquées par une longue défiance réciproque, les relations entre le pouvoir central et la minorité ouzbèke sont complètement rompues et on ne voit pas, pour l'instant, par quel biais elles pourraient être ressoudées. Il faudra du temps et de la patience, mais aussi une part de contrition de la part de l'État kirghize, s'il veut renouer le dialogue avec sa minorité ouzbèke, enracinée dans le pays depuis plusieurs siècles. À l'heure actuelle, sa priorité semble être de ramener ordre et stabilité pour éviter d'autres tragédies. Espérons que le référendum du 27 juin et les prochaines élections parlementaires, apporteront paix et

stabilité à ce pays qui peut et doit redevenir une exception, un îlot d'ouverture et de démocratisation, en Asie centrale.